



Pour beaucoup d'adhérents, « l'université d'été du Medef peut être vécue comme un événement assez parisien », rappelle Michel Offerlé. Éric Piermont/AFP
Jeudi, 27 Août, 2020

« La crise a fait ressurgir les clivages du monde patronal »

[Pierre-Henri Lab](#)

Pour le spécialiste Michel Offerlé, la pandémie a mis en évidence la disparité des moyens, sociaux et politiques, dont disposent petits et grands patrons pour faire face aux conséquences économiques de la crise. Entretien.

Michel Offerlé

Michel Offerlé

Professeur émérite à l'ENS

Que représente aujourd'hui le Medef ?

Michel Offerlé Cette question revient régulièrement, comme pour toutes les organisations portant des causes et des intérêts. Le Medef est un interlocuteur incontournable quoi qu'il arrive. Il est reconnu comme tel par les pouvoirs publics, les syndicats et les médias. Il est, de ce fait, considéré comme le porte-parole évident et légitime des patrons ou, comme le martèlent ses dirigeants, celui des entreprises. Le test de représentativité de 2017, complexe pour les organisations patronales, a tenté d'accréditer cette idée à partir du contrôle, difficile, du nombre des adhérents. Mais, d'une part, ce test a montré que loin d'avoir 750 000 « adhérents », le Medef se situait très en deçà, autour de 135 000 (il en revendique actuellement 172 000). De plus, ces adhérents sont, pour la plupart, indirects et nombre d'entre eux ignorent qu'ils font partie du Medef. L'attachement à l'organisation est souvent ténu et consumériste. Le syndicalisme patronal est d'abord un syndicalisme de services. Si militants patronaux il y a, il faut aller les chercher en région dans les Medef territoriaux de structurations très inégales. La conjoncture économique n'est pas propice aux adhésions. Enfin, l'intérêt que portent les grands patrons au Medef est très différencié. Rares sont ceux

qui s'y investissent dans un activisme de long terme. Les grands patrons surveillent les intérêts de leur secteur en y déléguant certains de leurs grands cadres. Ils sont surtout attentifs à ce qui se passe dans les fédérations. En revanche, ils sont plus impliqués à l'Afep (Association française des entreprises privées - NDLR), qui est le cœur de la représentation des entreprises françaises. Par ailleurs, les dirigeants des plus grandes entreprises ont la possibilité de s'investir en dehors du Medef pour promouvoir sans intermédiaire leurs intérêts, et pour défendre leurs points de vue sur le monde social. On l'a bien vu du côté des « réformateurs patronaux » lors de la sortie du confinement. C'est en dehors du Medef qu'ils agissent.

Quel rôle joue son université d'été ?

Michel Offerlé Les universités d'été sont les vitrines des organisations juste avant la rentrée politique, économique et sociale. On peut en construire le programme autour de l'identité militante, en mettant en valeur les initiatives des collectifs qui font vivre l'organisation. On peut aussi utiliser l'événement pour proposer et promouvoir un projet prospectif, en enrôlant des chercheurs et essayistes qui réfléchissent et débattent avec les membres et dirigeants de l'organisation. On peut aussi en faire un simple événement festif et médiatique de rentrée qui permet de réunir, autour de l'organisation, des hommes politiques français et étrangers, des contributeurs médiatiques déjà consacrés, des experts et des (grands) patrons, avec une petite touche de dissensus, pour ouvrir sur des débats rythmés concernant des problèmes d'actualité proches ou extérieurs à « l'entreprise », avec des temps de parole limités. Au Medef, l'université d'été a oscillé entre ces deux derniers pôles. Il est désormais plus ancré sur le versant médiatique. Aucune étude n'a été menée sur le public et sur la convivialité de ces universités, finalement peu ouvertes sur un moyen patronat de région qui serait le cœur et la cible de l'organisation. L'événement peut être vécu comme assez « parisien ».

La division PME-TPE d'un côté et grands groupes de l'autre vous paraît-elle pertinente ? Pourquoi ?

Michel Offerlé La crise pandémique a bien fait resurgir les clivages qui existent dans les mondes patronaux. Le groupe patronal est très hétérogène, et la capacité à « s'en sortir » au quotidien, et a fortiori en situation de crise, est incommensurable entre les différents types de patrons et plus encore en 2020 selon les secteurs économiques. Les appels à l'unité patronale lancés par les organisations patronales à partir du mois d'avril n'ont pu masquer le redoublement des inégalités entre patrons dues à la pandémie. Les ressources sociales et politiques des grands groupes n'ont rien à voir avec celles de nombre de petits patrons qui ont dû inventer des débrouillardises pour accéder aux aides de l'État et aux informations. Les organisations patronales, mais aussi les formes d'entraide locales et les chambres consulaires ont pu fournir un appui à certains d'entre eux. Mais beaucoup de patrons sont éloignés voire méfiants à l'égard des organisations patronales.

Le patronat est-il uni ? Sur quoi se divise-t-il ?

Michel Offerlé La réponse mériterait de longs développements. Le million et demi de chefs d'entreprise français, avec ou sans salarié (il faut en exclure les autoentrepreneurs et les entrepreneurs par nécessité), ont développé des répulsions et des intérêts communs : fierté d'être entrepreneur et de réaliser un projet, critique, pour certains, des salariés indolents et des « assistés », méfiance à l'égard de l'État et diverses « bureaucraties » publiques... Cela se manifeste par une revendication générale à l'égard des contrôles et de la fiscalité. « Laissez-

nous faire », « Faites-nous confiance » et « Nous créerons des emplois » peuvent résumer cet état d'esprit. Mais, au-delà, les patrons sont bien divisés. Ils ne sont pas semblables, économiquement et culturellement. Là encore, la pandémie a fait effet de loupe. Les banquiers, déjà très mal considérés par nombre de petits patrons, et les assureurs ont attiré de vives critiques. Les donneurs d'ordre aussi, notamment en raison de l'allongement des délais de paiement. Si l'on veut juger une entreprise et son chef, il y a quatre grands indicateurs à surveiller : leur politique sociale, leur politique fiscale (usages de moyens légaux ou illicites pour échapper à l'impôt), leur politique environnementale et leur politique à l'égard de leurs pairs (notamment les sous-traitants). En tant que citoyens et en tant que consommateurs, nous pouvons agir directement ou non sur les entreprises.

Auteur de *les Patrons des patrons. Histoire du Medef*, Odile Jacob, 2013

Entretien réalisé par P.-H. L.